



# L'Internationale

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Paraît le

Mardi

Jeudi

Samedi

Après trois ans de Front Populaire

## DALADIER ET SON PROGRAMME DE CLASSE

Plus que jamais : A bas les radicaux - Gouvernement des ouvriers et des paysans



Evacuation des usines, expulsion des éléments étrangers « troubles », injection de 5 milliards pour le Trésor et emprunt de 15 milliards pour la Défense Nationale, telles sont les grandes lignes du programme que le Cabinet Daladier achève d'arrêter et qui doit être présenté aux Chambres mardi ou jeudi.

Les hommes qui composent le cinquième Cabinet de cette législature ? Autour des Daladier, des Frossard, des Sarraut et des Marchandeau, la brochette connue allant de Chappedelaine à Champetier de Ribes.

Quelle majorité parlementaire le soutiendra ? Nous sommes ici dans le domaine des conjectures quant au soutien conditionnel et contrôlé de la S.F.I.O. et de leur « frères » communistes français, mais les faits récents laissent prévoir que cette formule commode de « soutien » se traduira dans les faits par une attitude de complicité réelle.

Quelle classe sociale accordera tout son appui à l'équipe provisoirement dirigeante chargée de veiller à la conservation de ses privilèges ? Il suffit de constater l'accueil que lui réserve la presse française et étrangère pour n'avoir à ce sujet aucun doute.

Daladier le Jacobin, au nom du grand patronat exploiteur, vient de disperser définitivement les oripeaux usés du Front Populaire dans lesquels se drapait la main fer du capital.

Il engage ouvertement l'offensive contre les travailleurs.

Il continue la tradition radicale illustrée par Fourmies, Draveil... et le Chemin des Dames.

On ne répond pas à une déclaration de guerre en courbant le front.

\*\*

Au chemin parcouru par le Front populaire depuis juin 1936, les ouvriers et les paysans peuvent aujourd'hui mesurer l'abominable traquenard dans lequel ils ont été engagés.

Ces faits étaient prévisibles dès le début du Front Populaire, dans lequel les partis et organisations politiques, investis de la confiance des travailleurs, se plaçaient à la remorque de cette fraction politique de la bourgeoisie qui s'appelle : parti radical.

On ne partage pas l'exercice du pouvoir avec un ennemi de classe. On lui impose sa propre volonté, ou on est condamné à subir

la sienne. Daladier aujourd'hui ferme le poing et déclare : Je veux un gouvernement fort.

Ce rappel d'une vérité élémentaire n'est pas cependant inutile, puisque, sous le gouvernement fort du radical Daladier, va se poursuivre l'abominable politique de duperie et de trahison.

### Des renforts de troupes sont dirigés sur Paris

Depuis 72 heures, des renforts de gardes mobiles et de troupes sont amenés sur Paris.

De l'Est comme de l'Ouest et du Midi, ces correspondants nous signalent d'importants passages par camions et par chemin de fer.

La bourgeoisie a une armée beaucoup plus destinée à remporter des victoires sur l'ennemi de l'intérieur, le prolétariat, que pour triompher sur d'autres champs de bataille. Elle sait qu'Hitler la laissera triompher des prolétaires qui, en se révoltant, donnent un exemple trop dangereux pour les prolétaires d'Allemagne et de tous les pays.

Daladier a affirmé son intention de faire évacuer les usines « humainement mais fermement ». Celui que « l'Humanité » appelait, le 7 février 1934 Daladier-le-fusilleur, veut-il faire oublier aux bourgeois les quelques fascistes tués le 6 février 1934 en procédant à un massacre d'ouvriers ? Son compère Chautemps estime-t-il que « l'heure des mitrailleuses » soit venue ?

Nous alertons les métallos et tous les travailleurs. Dès maintenant, les ouvriers prendront contact avec la troupe. Les prolétaires sous l'uniforme fraterniseront avec les grévistes.

« Il faut se garder, écrit l'éditorialiste de Paris-Midi, d'exploiter avec un esprit partisan ce fait vraiment historique d'un redressement de majorité, pour ne pas compliquer la tâche du gouvernement en dressant contre lui une partie des masses encore dominées par la démagogie extrémiste... »

En même temps, on voit se dessiner l'offensive contre les Communistes Internationalistes, qui représentent l'avant-garde du prolétariat lucide et combattif : Parallèlement, Casimir-la-Canaille, dans son Petit Journal, hurle à nos chausses, et le Bureau Politique du Parti communiste français se joint à lui pour exiger la répression de Daladier contre... le fascisme international et ses agents trotskystes.

\*\*

Les citations ci-dessus révèlent clairement que le gouvernement ne s'affirme stable et fort que pour mieux impressionner ceux auxquels il veut passer le joug.

La poigne d'un chef de gouvernement peut consister en un déploiement inouï des forces militaro-policières, mais la force réelle réside dans les masses ouvrières et paysannes.

Elle est dans les 60.000 métallos en grève.

Elle est dans leur aptitude à constituer leurs Soviets, leurs Conseils, leurs Comités, et à serrer les rangs autour du P.C.I. et de son journal.

Pour museler cette force, la répression ne suffit pas. Il faut la trahison des chefs.

Ceux-ci s'y emploient activement.

## Emeutes en Tunisie

SAMEDI de graves émeutes se sont produites à Tunis, consécutives à l'arrestation d'un chef du Destour : Hab' Bourguiba. Pour la libération de Bourguiba et de deux autres néo-destouriens également emprisonnés, une masse imposante de manifestants s'était concentrée devant le Palais de justice et des bagarres violentes eurent lieu avec le service d'ordre.

Ce dernier, puissamment renforcé par les formations répressives (gendarmerie) et par la troupe (zouaves), devait bientôt ouvrir le feu sur la foule des manifestants qui réagirent avec vigueur cependant que de l'intérieur du pays des colonnes nouvelles de manifestants se groupaient et se dirigeaient sur Tunis.

Neuf morts et cinquante blessés, tels sont les chiffres fournis par le communiqué officiel, les seuls dont nous puissions aujourd'hui disposer. Les manifestants compteraient huit morts et quarante blessés.

La répression s'est déclenchée avec violence : soixante arrestations immédiates comportant comparution devant les tribunaux militaires qui siègent en permanence ; l'état de siège proclamé à Tunis et à Sousse ; tout rassemblement de plus de six personnes est aussitôt dispersé sans douceur, mesures de police dans les villages de l'intérieur...

Cette répression va vraisemblablement s'accroître sous prétexte d'assurer la sécurité des grands colons qui, sur les terres spoliées aux indigènes, manifestent quelque inquiétude !

\*\*

C'est en de telles circonstances que le prolétariat et les paysans de la métropole devraient manifester leur solidarité avec les travailleurs indigènes, pour leurs revendications spécifiques et contre la répression que déclenche contre eux l'impérialisme français.

## La politique extérieure du Cabinet Daladier

**Q**UELLE sera la politique extérieure de la nouvelle équipe ? On manque encore de précisions, mais divers éléments permettent déjà de voir clair.

D'abord les hommes : on trouve dans l'équipe : Mandel (aux Colonies) et Reynaud à la Justice ; ces « républicains » sont par excellence les défenseurs d'une politique de force et de prestige extérieur appuyée sur une alliance russe renforcée ; nul doute qu'ils entendent défendre avec vigueur ce qui reste de l'impérialisme français. Paul-Boncour, par contre, a dû plier bagage, non sans avoir conversé 1 heure 1/2 avec Daladier. Quelle divergence importante a pu en fin de compte séparer ces deux « Jacobins » ? Le choix de Bonnet pour remplacer Paul-Boncour nous aide à trouver. Paul-Boncour était adversaire d'une politique de rapprochement immédiat avec l'Italie ; il préconisait une certaine indépendance d'action vis-à-vis de Londres. Bonnet fut au contraire le champion du renforcement de la non-intervention, le partisan des conversations Rome-Paris. Sa présence aux Affaires Etrangères confirme que la politique de Daladier sera celle de l'abandon définitif des républicains espagnols à leur malheureux sort !

\*\*

Bander toutes les énergies françaises pour la défense de l'impérialisme français 100 %, voilà la formule. Les moyens seront : l'alliance militaire franco-russe, l'intensification de la préparation à la guerre, l'appui à la politique de Chamberlain pour la rupture de l'axe Berlin-Rome (blocus de l'Espagne républicaine, détente avec Mussolini).

\*\*

Quelle sera, sur le plan de la politique extérieure l'attitude des partis prolétariens ? Le parti socialiste sera divisé, Pivert sera contre l'appui, Zyromsky aussi tant que durera la guerre en Espagne ; quant à la majorité, quant au groupe parlementaire, ils feront, pour sauver la face, certaines réserves, mais ils voteront et feront confiance pour défendre la France à l'équipe Daladier. Le parti stalinien aura encore double figure : opposition de façade : « des canons, des avions pour l'Espagne, etc... », cela c'est le désor ; mais, en réalité, combinaisons et marchandages de sommets battront leur plein : « Renforce l'alliance franco-russe, Daladier, boucle les trotskystes », voilà le thème général. Mandel ne sera gêné par personne pour son « travail » de réaction aux colonies : La France aux Français, n'est-ce pas, Thorez ? Dehors, les indésirables révolutionnaires étrangers, et silence dans les rangs de la « mère patrie », camarades coloniaux ! La démocratie, l'union sacrée, Blum et Staline l'exigent ! !

Allons, nous avons raison, pour du beau travail, messieurs les chefs du Front populaire, c'est du beau travail : cette fois-ci, nous y voilà : tout pour la guerre, par n'importe quel moyen, sous n'importe quelle férule. La partie n'est cependant pas encore jouée, il y a des exploités dont les yeux s'ouvrent chaque jour, ils trouveront, malgré la régression, la voie du salut : le parti révolutionnaire, la IV<sup>e</sup> Internationale !

### Abonnement à « LA COMMUNE » :

Un an .....	30 fr.
6 mois .....	15 fr.
3 mois .....	8 fr.

Compte Chèque postal :  
BRAUSCH 1773-07 Paris

## Le Conseil National S.F.I.O.

**C**OMME cela se doit pour un parti « soucieux des intérêts et de la sécurité de la France », la S.F.I.O. s'est réunie en toute hâte après la chute du gouvernement Blum.

Quels ont pu bien être les débats de cette assemblée, si ce n'était sur ce sujet si ardu, si important pour les parlementaires en mal de portefeuille de la S.F.I.O. : la participation.

Toute la vie, tous les débats du P.S. depuis la guerre se tournent sur cette question.

Ce qui a dominé à ce dernier Conseil, c'est — M. Maurice Paz lui-même le laissait sentir — la rancune des renards des couloirs du Palais-Bourbon.

Rancune envers les radicaux dont Paz parlait comme étant « des alliés de plus en plus réticents » et rancune plus forte encore contre le Sénat dénommé hier « républicain ».

Aider les métallos en lutte ?

Organiser la lutte du prolétariat contre le fascisme montant ?

Tout cela est étranger au Conseil national et ce serait être criminel d'ailleurs que d'attendre une autre attitude de la S.F.I.O.

Ce qui préoccupe la section française de la II<sup>e</sup> Internationale, c'est de résoudre, comme le dit la résolution adoptée, « les difficultés du pays et sa défense », c'est-à-dire de renflouer la bourgeoisie française en déconfiture.

### Leurs bonnes pages

## B. P. 1933

La présence des gauches au pouvoir nous fournit de nouveaux moyens pour les combattre. La contradiction entre les promesses et la réalité, entre le programme social verbal et les mesures anti-ouvrières ne peut que contribuer à la mise à nu du caractère du gouvernement comme serviteur de la bourgeoisie.

Ce processus n'est pas automatique. Les masses n'abandonneront les gauches et ne viendront chez nous que dans la mesure où nous leur montrerons par notre action persévérante, l'identité de la politique de Boncour-Herriot avec celle de la réaction ouverte, l'escroquerie et le mensonge des radicaux et des socialistes.

... La tâche essentielle dans la lutte contre le gouvernement des « gauches », c'est l'entraînement des travailleurs à la lutte pour leurs revendications immédiates.

Face à la démagogie gouvernementale, nous devons appeler les masses à la lutte contre toute réduction de traitements et de salaires, pour l'assurance-chômage aux frais de l'Etat et du patronat, pour l'amnistie intégrale, etc..

(« Editorial des Cahiers du Bolchevisme »,  
N° 1, 1<sup>er</sup> janvier 1933.)

## Résolution

adoptée par le Secrétariat pour  
être soumise au C. C. du P.C.I.

1) Une fois de plus, à la réunion organisée par les métallos communistes internationalistes, le mercredi 6 avril, à la Mutualité, le P.O.I. est intervenu dans un simple but de désagrégation, n'abordant aucun problème politique — même pas celui mis à l'ordre du jour de la réunion — et faisant une intervention pleine d'accusations calomnieuses, provoquant les membres du Parti en les présentant comme les suiveurs de gens corrompus, c'est-à-dire comme étant des gens corrompus.

Le P.O.I. intervient de cette manière à nos réunions de façon systématique, tant à Paris qu'en province ; l'irresponsabilité ainsi manifestée ne peut convaincre de quoi que ce soit un ouvrier venu pour apprendre, mais aboutit à l'éloigner des

### LA FEDERATION SOCIALISTE DE LA SEINE ET LA GREVE DES METALLOS

Le succès de la manifestation contre le Sénat, la Fédération socialiste de la Seine le réduit en le donnant en exemple aux « grandes organisations prolétariennes » et au « cher camarade Blum » qui l'avait fait interdire par le non moins cher camarade Dormoy.

Pour la grève des métallos, l'attitude reste aussi boiteuse. On désavoue Desphelippon qui se conduisit comme un briseur de grève ; mais on ne l'exclut pas de la Fédération de la Seine à ce titre. Et on ne dit pas un mot contre les manitous du Syndicat des Métaux. Il est notamment faux d'écrire, comme le fait « Juin 1936 », que l'initiative de la grève a été prise par les cadres syndicaux de base, sans ajouter que ce sont les hauts dirigeants stalinien qui ont lancé ce mouvement et qui le conduisent de façon scandaleuse.

Au nom de « l'unité », on cède devant Blum et Dormoy ; au nom de « l'indépendance du Syndicalisme », on laisse les mains libres à Croizat, Douy et Cie.

Et c'est ainsi qu'on permet aux contre-révolutionnaires de l'emporter.

## Emeutes en Tunisie

(Suite de la page 1)

L'indépendance des colonies, la constitution d'une Fédération soviétique nord-africaine sont au premier plan de notre programme en liaison avec ces revendications immédiates tendant à l'augmentation des salaires, l'abolition du honteux Code de l'indigénat, la liberté d'organisation et de manifestation pour les travailleurs indigènes.

On objecte aujourd'hui, dans l'organe stalinien, que le néo-destour est noyauté par les agents d'Hitler et de Mussolini. Plus cynique est la version de M. de Kérisis : « Au moment où nous avons besoin, pour notre défense nationale, de la char à canon tunisienne, écrit-il en substance, il est inadmissible que les zouaves aient dû tirer sur leurs frères nord-africains. »

« L'Humanité » et « l'Époque » se rejoignent ! Le Parti communiste, avec raison, ne s'embarasserait pas de telles considérations au temps où Abd'el Krim soulevait le Maroc contre l'impérialisme français et si des chefs du néo-destour sont touchés par « l'or étranger », les travailleurs indigènes qui luttent pour leurs revendications et leur indépendance ont, eux, bel et bien été touchés par les balles françaises..

Les Communistes internationalistes sont avec les travailleurs tunisiens dans leur lutte contre l'impérialisme français.. Ils sont et ils seront avec ces mêmes travailleurs tunisiens dans leur lutte contre leurs propres féodaux, alliés à l'impérialisme italien.

C'est en cimentant une fédération de Soviets nord-africains que les travailleurs indigènes briseront les crocs dans la gueule ouverte des impérialismes.



### Les problèmes de la I

partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, d'un groupe comme de l'autre.

Le P.C.I. dénonce en conséquence la ligne de conduite des dirigeants du P.O.I. comme faisant le jeu des ennemis de la IV<sup>e</sup> Internationale.

2) La haine manifestée par le P.O.I. à notre égard a déjà provoqué divers incidents et des actes de violence à l'égard de plusieurs de nos camarades. Dans ces conditions, ces ripostes de membres du P.C.I. sont absolument inévitables, si regrettable que soit le recours à de tels procédés envers des membres d'une organisation prolétarienne.

L'avocat J. Rous, venu à la réunion du 6 avril, avec une quinzaine de camarades, dans l'unique but de la torpiller, en apportant les accusations les plus ignobles, alors qu'il avait été confondu sur un certain nombre de faits survenus en Espagne, cherchait à provoquer de vicieux incidents dans la salle ; le coup de pied qu'il reçut loin de la réunion était bien peu de chose par rapport à la besogne qu'il avait accomplie.

3) En dépit de cette attitude du P.O.I., le P.C.I. reste sur les positions qu'il a définies à son troisième Congrès :

a) Le P.C.I. est partisan de l'unification des forces de la IV<sup>e</sup> Internationale en France et dans

# LE COIN DU PROLO

## LA « PUBLICITE » CITROEN

La maison Citroën expédie des circulaires par milliers. Ça lui coûte cher. Mais elle préfère cela que d'augmenter les travailleurs. Dans une circulaire du 6 avril, elle dit :

Depuis le 24 mars,

— les salaires perdus représentent des millions,

— 3.000 voitures n'ont pas été fabriquées, et ensuite vient tout un pathos sur le client qui est mécontent, à qui on ne songe pas quand on débraye, qui ne commandera plus, etc., etc...

La publicité Citroën n'oublie qu'une chose : les bénéfices que n'a pas réalisés la maison Citroën pendant toute cette période.

Les travailleurs de chez Citroën ne veulent pas engraisser Michelin. Ils veulent vivre de leur travail et ne pas permettre à des parasites d'en vivre.

## L'UNION DES SYNDICATS DE LA REGION PARISIENNE ET LA GREVE

Au Congrès de l'Union des Syndicats, on a en fait très peu discuté, et de la grève des métallos moins que du reste. Pourtant, les métallos constituent la clef de voûte du mouvement syndical de la région parisienne.

Une seule intervention, celle de Doury pour dire ce que chacun peut lire dans « l'Humanité » et pour demander la « solidarité morale » aux métallurgistes.

La « solidarité morale », dans ce cas, ne veut rien dire. La bataille qui se mène intéresse l'ensemble du prolétariat. La C.G.P.F. n'accorde pas qu'une « solidarité morale » aux patrons de la métallurgie.

La « solidarité morale » c'est quelques francs et des artistes venant dans les entreprises, ça ne fera pas battre le patronat.

La solidarité, tout court, qui peut donner des résultats, c'est la grève générale, l'occupation générale des entreprises.

Mais l'Union, avec Raynaud, a trahi la grève des H.C.R.B., des Transports, de l'Alimentation, des Magasins Réunis, de Goodrich, de la S.I.M. C.A. Ah, Raynaud et Hénaff ont une drôle de « solidarité morale » à exercer envers les grévistes, du genre de celle qui unit le pendu et la corde qui le soutient.

Métallos, méfiez-vous de Raynaud comme de Croiza et de Jouhaux.

Nous avons reçu deux résolutions des travailleurs de chez Gardy, à Argenteuil. Nous les publierons dans notre prochain numéro.

## de la IV<sup>e</sup> Internationale



le monde, sur une base politique précise et sur des bases d'organisation saines ;

b) En attendant que cette unification soit possible et pour aider à sa réalisation, le P.C.I. est partisan de l'unité d'action avec le P.O.I.

4) L'attitude du P.O.I. ne saurait modifier la ligne politique ci-dessus définie, mais elle nécessite de la préciser de la façon suivante :

a) Pour préciser les bases politiques et d'organisation sur lesquelles le P.C.I. estime nécessaire que se réalise l'unification des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale, le parti renforcera sa campagne sur les problèmes de construction de la IV<sup>e</sup> Internationale, et dénoncera vigoureusement les méthodes par lesquelles le P.O.I. et le Secrétariat international étranglent les possibilités des bolcheviks-léninistes, tant en France que dans les autres pays, notamment au cours de la révolution espagnole.

b) Le P.C.I. somme le P.O.I. de tenir, sous la forme voulue par celui-ci, à la seule condition d'égalité de temps de parole, autant d'assemblées publiques ou privées qu'il le faudra pour faire la lumière sur toutes les questions d'organisation

## Dernière minute

# Renault en grève

LES 35.000 OUVRIERS DE CHEZ RENAULT EN GREVE

Toutes les usines Renault, qui emploient à Boulogne-Billancourt 35.000 ouvriers, sont en grève depuis cet après-midi.

Les grévistes occupent les locaux.

Il y a donc à présent plus de 100.000 ouvriers en grève.

Les amis du cercle syndical « Lutte de Classe » de la S.N.C.A.S.E. (Lioré-Olivier), réunis à Argenteuil, au tabac Saint-Germain, le 6 avril 1938, pour une causerie éducative, se déclarent solidaires de leurs camarades en grève et sont prêts à se joindre à eux pour faire aboutir leurs revendications, et regrettent que les responsables syndicaux n'aient pas une attitude plus nette envers le mouvement et le désir des ouvriers.

Cet ordre du jour a été adopté par les présents, au nombre de 75 ouvriers et techniciens.



## “La Commune” journal de classe

...J'envoie « la Commune » à un ami.

Trois fois par semaine, depuis deux mois, j'envoie « la Commune » à un ami, pour la lui faire connaître. J'espère le décider bientôt à l'acheter lui-même... et à la faire connaître, lui aussi, autour de lui.

A. B..., à St-Cyr (S.-et-O.).

... Notre journal n'est pas parfait, mais c'est « notre journal »...

... nous écrit un lecteur des Charentes, qui ajoute :

« ... Nous voudrions maintenant six exemplaires de plus, à chaque numéro. Et c'est parce que nous considérons « la Commune » comme notre journal que nous vous faisons ces critiques et que nous nous efforcerons de vous aider. »

Une tâche énorme et difficile !...

... nous dit un « Cheminot sympathisant »

« ... C'est une tâche énorme et difficile que de constituer une avant-garde révolutionnaire et de la relier à l'ensemble des travailleurs qui l'ignorent encore grâce à un journal. Il faut créer chez chaque sympathisant un esprit d'équipe qui permette de surmonter ensemble toutes les difficultés... »

Ces lettres nous dispensent de tout commentaire. Camarade lecteur, la rubrique reste ouverte !

et personnelles, ainsi que sur les calomnies lancées contre des membres du P.C.I.

Le P.C.I. rappelle qu'il a organisé, voici bientôt dix-huit mois, une réunion à cet effet où la direction du P.O.I. s'est dérobée ; que la direction du P.O.I. se dérobe à toute proposition d'un débat dans ce sens, même lorsque celle-ci vient de membres du P.O.I. ; que la direction du P.O.I. continue au contraire à lancer des calomnies, à en inventer à chaque fois de nouvelles, à poursuivre ce système malgré les protestations et l'opposition de membres et de groupes du P.O.I.

c) Le P.C.I. entend mener son action, sa lutte quotidienne sans qu'elles aient à subir les provocations et les irresponsabilités de la direction du P.O.I. En conséquence, en réaffirmant sa volonté de discussion des questions politiques, d'organisation et personnelles, au cours d'assemblées réunies spécialement à cet effet, le P.C.I. déclare qu'au cours de toute son activité auprès des travailleurs, il prendra toutes dispositions utiles pour empêcher les provocations et les irresponsabilités du P.O.I., sans pour cela limiter la lutte politique que le P.C.I. est toujours prêt à mener avec le P.O.I. comme avec tout autre groupement de la classe ouvrière.

Le 10 avril 1938.

## Les faits du jour

### Le cabinet Daladier est constitué

Le radical Daladier, qu'on appelle aussi « Le grand Taciturne » ou le « Taureau de Camargue », celui que l'Huma appelait aussi — c'était en 1934 ! — Daladier assassin, vient de constituer le cinquième Cabinet de la législature.

Il consacre ainsi définitivement la dislocation du Front populaire puisque le nouveau Gouvernement comprend 12 radicaux, 3 socialistes-républicains, 2 centristes, 1 démocrate-populaire et un Mandel. Mais on n'y trouve ni un communiste, ni un socialiste.

Négociations menées tambour battant et suivies d'une allocution radio-diffusée dans laquelle Daladier dit notamment : « Le salut du pays se présente comme un bloc ; il faut en accepter toutes les servitudes et toutes les charges. » Ajouté à cela la déclaration préalable de vouloir réaliser un gouvernement fort.

### De la Bastille à la Nation

Le Front populaire est plus uni, plus puissant et plus discipliné que jamais, nous révèle Jacques Duclos dans l'Humanité, en commentant la manifestation organisée dimanche de la Bastille à la Nation.

On sait que Daladier avait d'abord opposé son veto, qu'il revint ensuite sur cette décision. Car sa volonté de manifester sa poigne gouvernementale n'exclut pas le souci tactique de ne pas heurter de front ceux dont, sur le plan parlementaire, il sollicitera l'appui.

Etaient-ils 200.000 à défiler pacifiquement ? L'Œuvre décoche ce filet acidulé : Ceux qui parlent toujours des masses ont pu se rendre compte que les masses ne répondaient plus à des appels qu'elles ne comprennent pas.

### Un réactionnaire de plus au Sénat

C'est Constant, élu contre Maranne par 627 suffrages contre 590.

Or, à cette élection, les délégués sénatoriaux se réclamant du Front Populaire se répartissaient ainsi : 412 communistes, 197 socialistes, 60 radicaux, 23 U.S.R., soit au total 692 voix, sur lesquelles 590 seulement ont observé la fameuse « discipline ».

Ce qui signifie également que 19 délégués socialistes ou communistes ont voté pour Constant contre Marrane !

Les coups de pieds que se décochent mutuellement Huma et Popu depuis quelques jours ne sont pas étrangers à cette attitude.

### Le plébiscite

Il s'est effectué, en Allemagne et en Autriche, dans les conditions que l'on suppose et il en résulte 99 % de « oui ».

Et pourtant, en Autriche comme en Allemagne, une opposition s'est manifestée qui révèle l'existence de nombreux anti-nazistes.

Auxquels il faut répondre en intensifiant, aux usines et aux champs, notre effort d'organisation et d'agitation révolutionnaires internationalistes.

### NOTRE PERMANENCE :

Tous les jours de 19 à 20 heures

36, rue du Château-d'Eau, 36

Journal composé et tiré par des ouvriers syndiqués.  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE ».  
Le Gérant : A. BASTIDE.

# LA BATAILLE DES MÉTALLOS PARISIENS,

*Décue par les métallos communistes internationalistes*

## Les conditions d'une grève générale victorieuse : Un objectif, le contrôle ouvrier ! Une direction, le conseil d'usine !

Après s'être opposés à la grève générale, les dirigeants laissent partir le mouvement en ordre dispersé.

Lundi 11 Avril.

**C**E lundi, les grévistes de chez Citroën, Gnome et Rhône, poursuivent leur troisième semaine de grève. Ils ont été rejoints au cours de la bataille par de nombreuses boîtes. La semaine précédente s'achevait avec 60.000 métallos occupant les entreprises.

Jusqu'à ce jour, la direction syndicale a freiné le mouvement. Elle a d'abord prétendu que la grève était partie spontanément, en dehors de ses ordres. Pratiquement, c'est faux ; partout où l'on a débrayé, c'est sur l'ordre des dirigeants stalinien et syndicaux ; partout où l'on n'a pas débrayé, c'est aussi par suite de l'opposition des dirigeants stalinien et syndicaux.

Ce sont eux qui ont dirigé le mouvement et personne d'autre, amicales, trotskystes, etc... En ce qui nous concerne, nous le regrettons, car nous aurions mené la bataille tout autrement. En premier lieu, démocratiquement, car il n'y a aucune démocratie (ce qu'un groupe de grévistes de Citroën-Clichy communique se passe partout ailleurs).



Samedi, le Conseil central du Syndicat a adopté une résolution qui donne les directives suivantes :

Les délégations se présenteront lundi, après-midi, « avec l'esprit de conciliation le plus grand », pour présenter les revendications, et les ouvriers « détermineront leur attitude suivant les résultats obtenus ».

L'hypocrisie coule à pleins tuyaux. Les revendications sont les mêmes pour toutes les boîtes. L'attitude des patrons sera la même : le refus, que la délégation ait ou non « l'esprit de conciliation le plus grand ».

Alors, il faudrait une décision unique : la grève, l'occupation générale. Le syndicat laisse chaque boîte marcher séparément. Ce n'est pas de la démocratie, car la direction a ses hommes dans toutes les boîtes importantes ; c'est le mouvement livré à la dislocation, sans unité, sans cohésion. La direction du Syndicat met en garde contre nous, « provocateurs trotskystes » ; il faut dire : ceux qui font le jeu du gouvernement et du patronat, ce sont les dirigeants du syndicat.

Le gouvernement se prépare aux évacuations, là où il le pourra, après un vote secret ou une manœuvre quelconque, ailleurs par la force.

L'absence de démocratie a fait le jeu des fascistes qui, dans de nombreuses boîtes (Citroën, Rateau, S.K.F., Gnome et Rhône, Thomson...), agissent de façon diverse suivant leurs forces, mais se préparent une base de masse.

Nous crions à nos camarades : la grève générale, mais pas à la façon de la direction qui emploie une méthode plus raffinée que celle de Jouhaux en 1920 pour nous casser les reins.

La grève générale avec un objectif central : le **CONTROLE OUVRIER**.

La grève générale avec une direction à nous : le **CONSEIL D'USINE**.

Il faut que la parole nous soit donnée ; nous pouvons nous diriger nous-mêmes, nous ne voulons pas succomber sous les manœuvres conjuguées du gouvernement, des fascistes et des syndicats, nous ne laisserons pas passer l'offensive patronale.

## Les communiqués des Grévistes

### CITROEN-CLICHY « FERMEZ VOS GUEULES ! »

Un groupe de grévistes nous transmet la note suivante qui est bien éloquent :

Malgré les chefs géniaux, malgré les cinq millions d'adhérents, allons-nous à la défaite comme nos camarades de chez Goodrich, de chez Simca, des Transports, de l'Alimentation, etc...

Oui, si les camarades qui sont à notre tête ne sont pas strictement les mandataires d'un Comité de grève qui devra fonctionner parfaitement, mais continuent de paraître les représentants d'une organisation extra-syndicale qui veut détruire le mouvement ouvrier pour entraîner les travailleurs dans l'Union sacrée avec ceux qui les exploitent. Cela pour la sauvegarde d'un gouvernement qui recherche l'alliance de nos exploités révolutionnaires d'octobre 1917 et de juillet 1936. Voici les questions que nous avons posées au Comité de grève et les réponses qu'on y a faites, sans seulement nous dire si le Comité de grève en avait délibéré :

D. — Pourquoi n'avez-vous pas consulté les travailleurs pour les mettre en grève ?

R. — C'est de l'effet de surprise que nous attendons la réussite du mouvement.

D. — L'histoire a toujours montré la vanité des méthodes de lutte à la Blanqui.

R. — Fermez vos gueules.

Mais, trois jours après, la cause était entendue.

Et voici d'autres questions :

D. — Pour vaincre, il faut élargir le mouvement.

R. — Les gars de chez Citroën sont assez grands pour battre leur patron tout seuls.

D. — Alors, il faut organiser la solidarité, demander le chômage.

R. — Nous ne pouvons pas demander le chômage, la grève n'est pas un lock-out.

D. — Alors, demandez la cotisation d'un timbre exceptionnel de 10 francs pour ceux qui travaillent.

R. — Nous ne voulons pas épuiser les ressources de la solidarité pour nous seuls.

D. — Alors, demandez au gouvernement de prélever sur les 100.000.000 journaliers pour la Défense nationale les 1.200.000 fr. dont nous avons besoin.

R. — Nous ne voulons pas gêner le gouvernement. Nous faisons tout pour le conserver. Mais le gouvernement lui-même a réclamé la pression des travailleurs. En parlant de la Défense nationale vous déplacez la question.

D. — Mais la Fédération des Métaux ne passe pas un communiqué sans en parler.

R. — Nous voulons des armes contre Hitler, nous ne voulons pas subir le sort de nos camarades espagnols.

D. — Mais, en Espagne, c'est justement l'armée régulière qui s'est insurgée sous le gouvernement de front populaire pour détruire le mouvement ouvrier.

R. — Encore une fois, fermez vos gueules où l'on vous fout dehors.

Mais, au seizième jour de grève, le gouvernement est en l'air et nous sommes, les uns et les autres, sous la menace d'une expulsion manumilitari.

### LE CERCLE SPARTACUS CHEZ LES GREVISTES DE CLICHY-EPINETTES ET DE CITROEN SAINT-OUEN

Samedi et dimanche, les camarades du « Cercle Spartacus », créé et animé par les Jeunes Communistes Internationalistes, s'est rendu chez les grévistes des usines Citroën des Epinettes et de Saint-Ouen.

Ils ont interprété un chœur parlé « Citroën » et des chants révolutionnaires.

Les grévistes les ont chaleureusement applaudis.

### A LA THOMSON-FAVORITES

La grève a été déclenchée à la fin de la semaine dernière. Dans cette boîte où sont exploités 1.200 travailleurs, en majorité des femmes, différents aspects de la grève apparaissent très nettement.

Ce sont les stalinien qui, deux jours avant, voyaient d'un mauvais œil la distribution du tract des métallos communistes internationalistes, ont poussé à la grève. A l'assemblée des ouvriers, la grève fut décidée à main levée ; il fallut faire deux votes, le premier ayant donné une majorité assez faible que certains contestèrent. La seconde fois, la majorité fut bien nette ; mais ne nous leurrions pas ( il y avait une minorité qu'il ne faut pas négliger.

La grève est maintenant menée avec ardeur. Seulement, il ne suffit pas de faire des discours enthousiastes.

Enfin, il y a un gros danger, un très gros danger : l'activité des fascistes.

A la Thomson-Favorites, ils opèrent de la façon suivante : ils ont installé une permanence dans un bistro à quelques centaines de mètres de l'usine. Mais ils ont laissé, dans la boîte, parmi les grévistes, des gens à eux qui se mêlent aux conversations et tentent d'exploiter toute expression de faiblesse. Qu'un ouvrier ou une ouvrière vienne à dire : je n'étais pas pour la grève, ou quelque chose de ce genre ; un des membres de l'organisation fasciste lui dira : si tu es contre la grève, va signer une pétition là-bas, à tel café, il y en a déjà beaucoup qui l'ont fait.

Il nous est difficile de savoir exactement combien de signatures ils sont parvenus à recueillir ; le nombre probable est d'une centaine.

Il y a, hélas, des responsables syndicaux qui prennent trop aisément leur parti d'une telle situation : nous savons, ont-ils dit, que nous perdrons des adhérents à la suite de ce mouvement. Une minorité révolutionnaire dans l'usine fait son devoir, non seulement en remplissant ses tâches, mais en faisant comprendre aux militants qu'il y a une voie à suivre pour ne pas perdre d'adhérents, pour vaincre le patronat et écraser l'organisation fasciste.



### CHEZ CITROEN-JAVEL

Les assemblées de grévistes sont toujours « d'information », mais en réalité il n'y a aucune information sérieuse. Les sommets de la grève parlent pour ne rien dire. On apporte, par contre, des décisions scandaleuses comme celle de remettre aux collecteurs 5 % sur les collectes ! Les collectes sont une des tâches de la grève, comme les piquets, les rondes..., et personne n'a à être payé pour cela.

Si l'on donne peu d'informations aux grévistes, par contre les sommets s'intéressent énormément de savoir ce que pensent les grévistes, ou plus exactement ce qu'ils disent entre eux. Dans les réunions, il serait difficile pour ne pas dire impossible à chacun de dire ce qu'il pense : dans les conversations entre grévistes, on sent peser tout un système de surveillance.

Mais la lutte contre ce système de mouchardage (on ne peut pas le qualifier autrement), il y a des militants révolutionnaires qui la mènent. Les métallos communistes internationalistes font connaître leurs positions à leurs camarades de travail. Ils ne veulent pas laisser briser leurs luttes par une direction incontrôlée.

Pendant la durée de la grève, les métallos communistes feront de cette page le « Bulletin de la grève ».

Grévistes, écrivez-nous, envoyez-nous des notes, dites-nous combien il vous faut de journaux pour les diffuser dans votre boîte.